



## CHAPITRE 28

Loi modifiant la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie

[Sanctionnée le 20 mai 1971]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

## CHAPTER 28

An Act to amend the Meals and Hotels Tax Act

[Assented to 20th May 1971]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

S.R., c.  
73, a. 2,  
mod.

**1.** L'article 2 de la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie (Statuts refondus, 1964, chapitre 73), remplacé par l'article 1 du chapitre 30 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session) et modifié par l'article 1 du chapitre 36 des lois de 1966/1967, l'article 2 du chapitre 33 des lois de 1969, l'article 28 du chapitre 15 et l'article 1 du chapitre 23 des lois de 1970, est de nouveau modifié en ajoutant, après le paragraphe 7, le suivant:

Percep-  
tion lors  
de la  
vente.

« 8. Que le prix soit stipulé payable comptant, à terme, par versements ou de toute autre manière, la taxe imposée par le présent article doit être perçue lors de la vente sur tout le prix du contrat par la personne qui tient l'établissement. »

S.R., c.  
73, a. 3,  
mod.

**2.** L'article 3 de ladite loi, modifié par l'article 2 du chapitre 30 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session), est de nouveau modifié:

a) en remplaçant, dans la neuvième ligne du paragraphe 1, les mots « l'agent de la province » par les mots « mandataire du ministre du revenu »;

b) en ajoutant, à la fin du paragraphe 3, après le mot « perçu. », ce qui suit: « Elle doit aussi faire remise dans ce délai de quinze jours de la taxe perçue pendant ce mois. »

R.S., c.  
73, s. 2,  
am.

**1.** Section 2 of the Meals and Hotels Tax Act (Revised Statutes, 1964, chapter 73), replaced by section 1 of chapter 30 of the statutes of 1965 (1st session) and amended by section 1 of chapter 36 of the statutes of 1966/1967, section 2 of chapter 33 of the statutes of 1969 and by section 28 of chapter 15 and section 1 of chapter 23 of the statutes of 1970, is again amended by adding after subsection 7 the following:

“(8) The tax imposed by this section, whether the price is stipulated payable in cash, on terms, by instalments or otherwise, shall be collected at the time of the sale on the whole contract price by the person who keeps the establishment.”

Collec-  
tion at  
time of  
sale.

R.S., c.  
73, s. 3,  
am.

**2.** Section 3 of the said act, amended by section 2 of chapter 30 of the statutes of 1965 (1st session), is again amended:

(a) by replacing the words “for the Province” in the ninth and tenth lines of subsection 1 by the words “of the Minister of Revenue”;

(b) by adding at the end of subsection 3 after the word “collected.” the following: “He must also, within such delay of fifteen days, remit the tax collected during such month.”

S.R., c.  
73, a. 5,  
mod.

**3.** L'article 5 de ladite loi, remplacé par l'article 4 du chapitre 30 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session), est modifié en ajoutant, après le paragraphe 6, les suivants:

Caution-  
nement.

« 7. Le ministre peut aussi exiger de toute personne, comme condition de la délivrance ou du maintien en vigueur d'un certificat en son nom, un cautionnement dont le ministre établit le montant en tenant compte du montant de la taxe que cette personne devait remettre à l'égard des six mois précédant la date à laquelle le cautionnement est exigé, si cette personne:

a) a été trouvée coupable d'une infraction à la présente loi;

b) est insolvable; ou

c) doit des impôts ou des taxes en vertu d'une loi de revenu au sens de la Loi du ministère du revenu (chap. 66), et ne conteste pas son obligation de payer ces impôts ou taxes devant le tribunal compétent.

Rensei-  
gnements  
requis.

« 8. Les renseignements suivants sont requis quand un certificat est demandé:

a) par une ou plusieurs personnes faisant affaires sous un nom collectif ou une raison sociale, — leurs noms et adresses;

b) par une société, — le nom et l'adresse de chaque associé;

c) par une corporation, un club, une association ou un syndicat, — le nom et l'adresse du président, s'il réside au Québec; sinon, le nom et l'adresse de son gérant ou représentant au Québec, de même que l'adresse de sa place d'affaires au Québec. »

S.R., c.  
73, a. 7,  
remp.

**4.** L'article 7 de ladite loi, remplacé par l'article 5 du chapitre 30 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session), est de nouveau remplacé par les suivants:

Infrac-  
tions et  
peine.

« 7. 1. Toute personne qui:

a) ne fournit pas un rapport ou tout autre document ou renseignement, en la manière et à l'époque prescrites en vertu de la présente loi ou des règlements adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de la présente loi; ou

b) étant mandataire du ministre, refuse ou néglige de percevoir la taxe, d'en tenir compte, d'en faire rapport ou d'en faire remise, le tout conformément aux disposi-

**3.** Section 5 of the said act, replaced by section 4 of chapter 30 of the statutes of 1965 (1st session), is amended by adding after subsection 6 the following:

R.S., c.  
73, s. 5,  
am.

“(7) The Minister may also require of any person, as a condition for the issue or continuance in force of a certificate in his name, security in such amount as the Minister may fix, taking into account the amount of the tax which such person had to remit for the six months preceding the date on which security is required, if such person:

(a) has been found guilty of an offence against this act;

(b) is insolvent; or

(c) owes dues or taxes under a revenue law within the meaning of the Revenue Department Act (Chap. 66), and does not contest his obligation to pay such dues or taxes before the competent court.

“(8) The following information must be given when a certificate is applied for:

Informa-  
tion  
required.

(a) by one or more persons doing business under a firm name, — the name and address of such person or persons;

(b) by a partnership, — the name and address of each partner;

(c) by a corporation, club, association or syndicate — the name and address of the president, if he resides in the province of Québec; if not, the name and address of its manager or representative in the Province and the address of its place of business in the Province.”

**4.** Section 7 of the said act, replaced by section 5 of chapter 30 of the statutes of 1965 (1st session), is again replaced by the following:

R.S., c.  
73, s. 7,  
replaced.

“7. (1) Every person who:

(a) does not furnish a report or any other document or information in the manner and at the time prescribed under this act or the regulations made by the Lieutenant-Governor in Council under this act; or

(b) being an agent of the Minister, refuses or neglects to collect, account for, report or remit the tax, the whole in accordance with this act and the regula-

Offences  
and  
penalty.

tions de la présente loi ou des règlements adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de la présente loi,

commet une infraction et est passible d'une amende d'au moins vingt-cinq dollars pour chaque jour que dure l'infraction.

Infractions et peine.

2. Toute personne qui:

a) tient un établissement sans être munie d'un certificat d'enregistrement encore valide, ou contrevient autrement à l'article 5 ou aux règlements adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de la présente loi;

b) refuse de permettre à un officier du revenu de faire l'examen et la vérification prévus à l'article 11a ou y contrevient autrement; ou

c) contrevient au paragraphe 1 de l'article 3,

commet une infraction et encourt une amende d'au moins deux cents dollars et d'au plus cinq mille dollars.

Idem.

3. Toute personne qui:

a) fait des déclarations fausses ou trompeuses ou participe, consent ou acquiesce à leur énonciation dans une déclaration, une réponse, un certificat ou un état produit ou fait aux termes de la présente loi ou des règlements adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de la présente loi;

b) cache les registres ou livres de comptes d'un mandataire ou en dispose autrement;

c) fait des inscriptions fausses ou trompeuses, ou consent ou acquiesce à leur accomplissement, ou omet d'inscrire un détail important dans les registres ou livres de comptes d'un mandataire, ou consent ou acquiesce à une telle omission;

d) volontairement, de quelque manière que ce soit, évite ou tente d'éviter l'observation de la présente loi ou le paiement d'une taxe établie en vertu de cette loi; ou

e) conspire pour commettre une infraction prévue au présent paragraphe,

commet une infraction et, en outre de toute peine prévue par toute autre disposition de la présente loi, encourt une amende d'au moins vingt-cinq dollars et d'au plus cinq mille dollars et, dans le cas où une taxe est exigible, d'un montant au moins égal à celui de cette taxe majoré

tions made by the Lieutenant-Governor in Council under this act,

commits an offence and is liable to a fine of not less than twenty-five dollars for each day that the offence continues.

(2) Every person who:

(a) keeps an establishment without a registration certificate still in force, or otherwise contravenes section 5 or the regulations made by the Lieutenant-Governor in Council under this act;

(b) refuses to permit a revenue officer to make the examination and audit contemplated in section 11a or otherwise contravenes it; or

(c) contravenes subsection 1 of section 3,

commits an offence and is liable to a fine of not less than two hundred dollars nor more than five thousand dollars.

(3) Every person who:

(a) makes, or participates in, assents to or acquiesces in the making of false or deceptive declarations in a return, answer, certificate or statement filed or made as required under this act or the regulations made by the Lieutenant-Governor in Council under this act;

(b) hides the records or books of account of an agent or otherwise disposes of them;

(c) makes, or assents to or acquiesces in the making of, false or deceptive entries, or omits to enter a material particular in the records or books of account of an agent or consents to or acquiesces in such an omission;

(d) wilfully, in any manner, evades or seeks to evade compliance with this act or payment of a tax imposed under this act; or

(e) conspires to commit an offence contemplated in this subsection,

commits an offence and, in addition to any penalty provided for by any other provision of this act, incurs a fine of not less than twenty-five dollars nor more than five thousand dollars, and when a tax is exigible, an amount not less than that of such tax, increased by twenty-

Offences and penalty.

Idem.

de vingt-cinq pour cent, mais n'excédant pas le double de la taxe qui aurait dû être payée ou que cette personne a tenté d'évader.

five per cent, but not exceeding double the tax that should have been paid or that such person sought to evade.

Peine pour omission de remettre les taxes.

« 7a. Toute personne qui omet, dans le temps prescrit, de faire rapport et remise des taxes qu'elle a perçues, devait percevoir ou devait payer, encourt une peine de cinq pour cent de ces taxes ou, si ce pourcentage résulte en une somme inférieure à dix dollars, une peine de dix dollars en sus de ces taxes et intérêts.

“7a. Every person who omits, within the prescribed period, to report and remit the taxes which he has collected, or should have collected or paid, incurs a penalty of five per cent of such taxes or, if such percentage is a sum less than ten dollars, a penalty of ten dollars in addition to such taxes and interest.

Penalty for failure to report, etc.

Peine additionnelle.

La peine établie à l'alinéa précédent est encourue de nouveau le seizième jour de chaque mois qui suit la date à laquelle le paiement de la première peine devenait exigible; cependant le montant total de telles peines se rapportant à une même omission ne doit pas excéder cinq fois celui de la première peine.

The penalty prescribed in the preceding paragraph shall again be incurred on the sixteenth day of each month following the date when payment of the first penalty became exigible. However, the total amount of such penalties relating to the same omission shall not exceed five times that of the first penalty.

Further penalty.

Peine pour évasion fiscale.

« 7b. 1. Toute personne qui, volontairement, élude ou tente d'évader le paiement, la perception ou la remise des taxes prévues par la présente loi, est passible d'une peine, que fixe le ministre, d'au moins vingt-cinq pour cent et d'au plus cinquante pour cent du montant de la taxe dont cette personne a éludé ou tenté d'évader le paiement, la perception ou la remise.

“7b. (1) Every person who wilfully evades or attempts to evade payment, collection or remittance of the taxes provided by this act, is liable to a penalty, to be fixed by the Minister, of not less than twenty-five per cent nor more than fifty per cent of the amount of the tax which such person evaded or the payment, collection or remittance of which he sought to evade.

Penalty for evasion of tax.

Peine pour négligence dans déclaration.

2. Si une personne, sciemment ou dans des circonstances qui équivalent à de la négligence flagrante, fait un énoncé ou une omission, dans une déclaration, un certificat, un état ou une réponse fait ou produit en vertu de la présente loi, ou y participe ou y acquiesce, et s'il résulte de cet énoncé ou de cette omission que la taxe qui serait à payer ou à remettre par cette personne, si elle était cotisée d'après les renseignements fournis, est inférieure à la taxe qu'elle doit payer ou remettre, cette personne encourt une peine de vingt-cinq pour cent de la différence entre ces deux montants.

(2) If a person, knowingly or under circumstances amounting to gross negligence, makes any declaration or omission in a return, certificate, statement or answer made or filed under this act, or participates or acquiesces therein, and if as a result of such declaration or omission the tax which should be paid or remitted by such person, if it were assessed on the basis of the information provided, is less than the tax that he must pay or remit, such person incurs a penalty of twenty-five per cent of the difference between the two amounts.

Penalty for declaration in return, etc.

Peines non cumulatives.

3. Nul n'encourt, à l'égard d'un même énoncé ou d'une même omission, à la fois la peine prévue au paragraphe 1 et celle prévue au paragraphe 2, ou à la fois une peine prévue au présent article et le paiement d'une amende prévue à l'article 7, à moins que, dans ce dernier cas, la

(3) No person shall incur, with respect to the same declaration or omission, both the penalty provided for in subsection 1 and that provided for in subsection 2, or both a penalty provided for in this section and the payment of the fine provided for in section 7, unless, in the

Liability to pay penalties.



peine n'ait été imposée avant que ne soit intentée la poursuite donnant lieu à l'amende. »

S.R., c.  
73, a. 8a,  
mod.

**5.** L'article 8a de ladite loi, édicté par l'article 2 du chapitre 36 des lois de 1966/1967, est modifié en remplaçant, dans la troisième ligne, les mots « agent de la province » par les mots « mandataire du ministre du revenu ».

latter case, the penalty is imposed before the proceedings giving rise to the fine are instituted."

**5.** Section 8a of the said act, enacted by section 2 of chapter 36 of the statutes of 1966/1967, is amended by replacing the words "agent of the Province" in the third line by the words "agent of the Minister of Revenue".

R.S., c.  
73, s. 8a,  
am.

Id., a. 10a,  
aj.

**6.** Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 10, le suivant:

**6.** The said act is amended by inserting after section 10 the following:

Id., s. 10a,  
added.

Rensei-  
gnements,  
etc.,  
exigés.

« **10a.** Le ministre du revenu peut, par demande transmise par poste recommandée ou signifiée personnellement, exiger de toute personne, dans le délai raisonnable qu'il fixe, tout renseignement ou la production de livres, lettres, comptes, factures, états financiers ou autres documents qu'il juge nécessaires à l'application de la présente loi. »

« **10a.** The Minister of Revenue may, by demand sent by registered mail or served personally, require of any person, within such reasonable delay as he fixes, any information or the production of such books, letters, accounts, invoices, financial statements or other documents as he deems necessary for the application of this act. »

Informa-  
tion, etc.,  
may be  
required.

S.R., c.  
73, a. 11,  
ab.  
Id., a. 11b,  
mod.

**7.** L'article 11 de ladite loi est abrogé.

**7.** Section 11 of the said act is repealed.

R.S., c.  
73, s. 11,  
repealed.  
Id., s. 11b,  
am.

**8.** L'article 11b de ladite loi, édicté par l'article 3 du chapitre 36 des lois de 1966/1967, est modifié:

**8.** Section 11b of the said act, enacted by section 3 of chapter 36 of the statutes of 1966/1967, is amended:

a) en insérant, dans la troisième ligne du paragraphe 3, après le mot « taxe », ce qui suit: « , des intérêts et des peines, s'il en est, »;

(a) by inserting after the word "tax" in the second line of subsection 3 the words " interest and penalties, if any,";

b) en remplaçant le sous-paragraphe a du paragraphe 4 par le suivant:

(b) by replacing paragraph a of subsection 4 by the following:

« a) dans les cinq ans qui suivent la date à laquelle la taxe aurait dû être payée ou remise; ».

“(a) within five years from the date on which the tax should have been paid or remitted;”.

Id., a. 11e,  
ab.

**9.** L'article 11e de ladite loi, édicté par l'article 3 du chapitre 36 des lois de 1966/1967, est abrogé.

**9.** Section 11e of the said act, enacted by section 3 of chapter 36 of the statutes of 1966/1967, is repealed.

Id., s. 11e,  
repealed.

Id., a. 11g,  
mod.

**10.** L'article 11g de ladite loi, édicté par l'article 3 du chapitre 36 des lois de 1966/1967, est modifié en remplaçant les trois dernières lignes du paragraphe 4 par ce qui suit: « qu'elle n'a pas été faite dans les cinq ans qui suivent la date à laquelle la taxe aurait dû être payée ou remise. »

**10.** Section 11g of the said act, enacted by section 3 of chapter 36 of the statutes of 1966/1967, is amended by replacing the last three lines of subsection 4 by the following: "it was not made within five years from the date on which the tax should have been paid or remitted."

Id., s. 11g,  
am.

Id., a. 11h,  
mod.

**11.** L'article 11h de ladite loi, édicté par l'article 3 du chapitre 36 des lois de 1966/1967, est modifié en ajoutant à la fin, après le mot « provinciale », les mots « en vertu de l'article 11h ».

**11.** Section 11h of the said act, enacted by section 3 of chapter 36 of the statutes of 1966/1967, is amended by adding after the word "Court" at the end, the words "under section 11h".

Id., s. 11h,  
am.

S.R., c.  
73, s.  
11m, aj.

**12.** Ladite loi est modifiée en ajoutant, après l'article 11/, le suivant :

Applica-  
tion de la  
loi.

« **11m.** Le ministre du revenu est chargé de l'application de la présente loi. »

Entrée en  
vigueur.

**13.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

**12.** The said act is amended by adding after section 11/ the following: R.S., c.  
73, s. 11m,  
added.

“**11m.** The Minister of Revenue shall have charge of the application of this act.” Application of  
act.

**13.** This act shall come into force on the day of its sanction. Coming  
into force.